



16ème législature

Question N° : 12183	De M. Nicolas Dragon (Rassemblement National - Aisne)	Question écrite
Ministère interrogé > Solidarités et familles		Ministère attributaire > Enfance, jeunesse et familles
Rubrique > démographie	Tête d'analyse > Chute de la natalité en France	Analyse > Chute de la natalité en France.
Question publiée au JO le : 17/10/2023 Date de changement d'attribution : 19/03/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Nicolas Dragon attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et des familles sur la baisse considérable de la natalité en France. En effet, selon les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), le pays n'a connu, au cours de l'année 2022, que 723 000 naissances sur son sol, soit le nombre le plus bas jamais enregistré depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945). Pour autant, si cette chute du nombre de naissances apparaît aussi vertigineuse qu'inquiétante, celle-ci ne semble pas relever d'un réel souhait délibéré des couples d'avoir moins d'enfants. Au contraire, une étude récente de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) révèle que le désir d'enfant est en moyenne de 2,39 par femme, alors que l'indice conjoncturel de fécondité avoisine quant à lui 1,87. Ceci, prouvant bien que si le désir d'avoir des enfants demeure élevé en France, ce dernier est freiné par des questions d'ordre purement matériel. Dans le monde moderne dans lequel on vit, le coût d'un enfant peut s'avérer considérable pour un foyer, en tout cas incontestablement supérieur à ce qu'il pouvait représenter par le passé. Un nouveau-né implique parfois sinon souvent pour les parents d'acquérir un nouveau logement, un nouveau véhicule, ainsi que tout un tas de frais supplémentaires inhérents à son éducation, allant de l'habillement à la garde de l'enfant en passant évidemment par l'alimentation et la scolarité. En bref, l'arrivée d'un enfant engendre davantage de dépenses pour les familles, ce qui rebute ou du moins n'incite pas les jeunes couples à transmettre et accueillir la vie. À l'échelle nationale, une diminution de la natalité comporte également de sérieuses conséquences sur le plan social et économique. Les problématiques liées aux difficultés de recruter dans les filières professionnelles dites « en tension » tirent entre autres leur origine de la diminution du nombre de nouveau-nés dans le passé, qui a induit automatiquement une baisse du nombre de travailleurs français sur le marché de l'emploi aujourd'hui. De la même manière, la dégringolade de la natalité depuis des décennies a impacté durement le modèle social français, notamment vis-à-vis du système de retraite par répartition, qui n'a pas réussi à se maintenir à l'équilibre, malgré les multiples tentatives de réforme dont la dernière en date relève d'un cynisme consternant. À ce propos, il apparaît nécessaire de rappeler que seule la natalité, conjuguée à la productivité, d'ailleurs elle aussi pourtant menacée par les mondialistes décomplexés, est en mesure de garantir la pérennité du système de retraite. Sans ce levier qu'est la natalité, alors toute tentative de réforme s'annonce futile et vaine. Et c'est bien là précisément le souci de ce Gouvernement et de tous les autres qui l'ont précédé depuis des années. N'ayant comme unique préoccupation leurs seuls intérêts boutiquiers et électoraux, ces derniers ont préféré les coups de communication et les visions court-termistes, quand ils en avaient une, à des décisions d'envergure et de long terme, sacrifiant ainsi la France et les Français sur l'autel de la politique-politicienne. Or les politiques court-termistes et les mesurette sans but précis n'aboutissent à rien, si ce n'est au naufrage du pays. Pour mettre fin à l'effondrement, il faut opérer une véritable rupture, un changement de cap radical. Depuis maintenant 50 ans, avec le projet de loi finances 2024 sur lequel le Parlement aura à se prononcer dans les prochains jours, aucun Gouvernement n'a su établir et présenter un budget qui n'était pas déficitaire. Ceci, non pas en raison d'une insuffisance de recettes mais à



cause d'une gestion absolument calamiteuse de ses dépenses. Plutôt que de dépenser à tout-va dans des programmes dispendieux, toujours plus confondants d'inefficacité, il serait peut-être judicieux de s'intéresser aux nôtres avant de s'occuper des autres. Les Français sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur la curieuse manière dont le Gouvernement dépense l'argent durement gagné par le contribuable français. Il est fait des cadeaux au monde entier, sauf aux travailleurs français de la classe moyenne et populaire. Il est grand temps de rendre aux Français leur bonheur et à la France sa grandeur. Concrètement, vis-à-vis de la natalité, en encourageant financièrement les familles à avoir des enfants, avec des mesures fiscales ou encore économiques au bénéfice des Français. Il s'agit là d'une politique économique vertueuse, où le principe gagnant-gagnant prévaut. Il faut garder à l'esprit que c'est la démographie qui fait l'histoire. Si la France a occupé dans l'Europe cette place si singulière jusqu'à maintenant, c'est aussi en grande partie dû à son taux de fécondité très important comparativement à ses voisins. Ainsi, comme il est bon pour la Nation d'encourager la natalité et que de surcroît les familles françaises désirent avoir plus d'enfants, il est urgent de prendre des mesures visant à répondre à ce double enjeu. Pour redresser le pays, il faut être maître de son destin. Il faut donc relever la barre, à commencer par la natalité. Par conséquent, pour toutes les raisons évoquées, il l'interroge sur ce qu'elle compte mettre en œuvre pour permettre aux familles françaises d'avoir plus d'enfants et ainsi rehausser la natalité dans le pays.